



Lettre Ouverte

LE 09 juin 2021

À S.E. Josep Borrell Fontelles, VP et RH de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Re : L'UE doit rester du bon côté de l'histoire

Re : L'UE doit réexaminer sa politique à l'égard du conflit en Éthiopie.

Nous, Éthiopiens et amis de l'Éthiopie résidant en Europe, avons imploré les différentes branches de l'Union européenne (UE) d'ajuster leur position vis-à-vis de la situation actuelle dans la région du Tigré en Éthiopie en fonction de faits vérifiables sur le terrain.

Nous sommes perplexes quant à la raison pour laquelle l'UE et certains États membres ont conservé la même attitude intransigeante envers l'Éthiopie depuis le début du conflit, début novembre 2020.

Il est évident que le conflit dans le Tigré a été déclenché par le Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), un groupe ethno nationaliste qui a catégoriquement rejeté les tentatives répétées des médiateurs de résoudre pacifiquement ses différences politiques avec le Gouvernement Fédéral. L'objectif semble être de reprendre le pouvoir politique en détruisant la plus grande division de l'armée du pays stationnée dans la région. Cet acte de trahison était en cours de préparation depuis que le groupe a été chassé de son régime autoritaire de près de 30 ans par un soulèvement populaire.

Le TPLF a lancé l'attaque de novembre contre l'armée nationale après l'avoir soigneusement planifiée, notamment en coupant les lignes de communication.

Ensuite, les soldats ont été divisés entre les Tigréens et tous les autres, et ces derniers ont été massacrés dans leur sommeil par leurs compagnons d'armes tigréens. En commettant ces crimes, les dirigeants aujourd'hui en fuite du TPLF ont violé toutes les règles, y compris les normes éthiques, religieuses, culturelles et sociales de la société éthiopienne.

Cependant, sous l'impulsion de certains médias peu scrupuleux, l'Occident a fait preuve d'une sympathie déplacée pour les dirigeants du TPLF, plutôt que pour le peuple du Tigré et de l'Éthiopie dans son ensemble. Dans ce qui semble être une action orchestrée, les médias internationaux ont cherché à condenser le contexte long et complexe du conflit en un récit simple, dans lequel la personne du Premier ministre éthiopien a été mise en cause de façon irresponsable pour mener une guerre contre son propre peuple, ce qui n'est pas le cas sur le terrain.

Le gouvernement éthiopien n'avait d'autre choix que de mener une opération de maintien de l'ordre afin de protéger le pays de l'insurrection interne comme le ferait toute nation du monde digne de ce nom.

La politique élaborée à Bruxelles a complètement ignoré la genèse du conflit ainsi que les objectifs et le comportement des adversaires. Elle blâme et ostracise le gouvernement fédéral et lui demande de remplir une liste toujours plus longue d'obligations tout en blanchissant et même en légitimant les atrocités commises par le TPLF.

En conséquence, l'Éthiopie se trouve à un moment éprouvant, elle doit traquer les dirigeants fugitifs d'une organisation terroriste, fournir l'essentiel de l'aide qui fait vivre des millions de civils touchés par le conflit et organiser une élection nationale démocratique.

En plus de tout cela, elle subit une pression injuste et injustifiée de la part d'acteurs régionaux et internationaux qui devient insupportable.

En particulier, la ligne politique punitive poursuivie par l'UE, à l'instar des États-Unis, risque de pousser l'Éthiopie dans un précipice avec une réelle possibilité de déstabilisation de l'ensemble de la Corne de l'Afrique avec des conséquences que cela implique pour les intérêts de l'UE, y compris une crise migratoire.

Elle a déjà enhardi le TPLF, qui suppose désormais qu'il peut agir en toute impunité grâce au soutien tacite d'un réseau d'individus en Occident qu'il a construit pendant son contrôle du pouvoir d'État éthiopien.

L'organisation recrute des enfants soldats, tend des embuscades et pille les fournitures d'aide et enlève ou assassine les administrateurs locaux, le personnel des agences d'aide et les volontaires, bref, justifiant sa désignation officielle en tant qu'organisation terroriste.

De manière surprenante, l'UE semble être induite en erreur par l'activisme de certains groupes et par les nouvelles exagérées, décontextualisées ou fabriquées par des entités pro-TPLF pour sa politique conséquente envers l'Éthiopie. L'Union a déjà bloqué son soutien budgétaire en le conditionnant à la satisfaction de ses demandes ostentatoires qui sont incongrues avec les conditions sur le terrain et qui reviennent à faire du chantage à un pays fragile de plus de 100 millions d'habitants.

Nous pensons que l'UE devrait soutenir les efforts déployés par l'Éthiopie pour stabiliser la région, notamment en enquêtant sur les violations présumées des droits de l'homme et les crimes associés et en traduisant les auteurs en justice. À cet égard, la Commission éthiopienne des droits de l'homme et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies travaillent déjà sur le processus d'enquête conjointe dans la région. En outre, le procureur général de la République fédérale éthiopienne a récemment annoncé l'engagement de poursuites contre des membres des forces de défense nationale éthiopiennes, démontrant ainsi l'engagement du gouvernement à servir la justice.

Nous souhaitons attirer l'attention de l'UE et de toutes les personnes éprises de paix du continent sur le fait que l'approche maladroite adoptée à l'égard de l'Éthiopie et de ses dirigeants ne conduira pas à une paix durable dans la Corne de l'Afrique, ni n'aidera les civils innocents qui souffrent de ce conflit. La confrontation au Tigré et les violences interethniques dans le reste du pays font déjà payer un lourd tribut à plusieurs millions de civils, de femmes et d'enfants innocents.

Les capacités et les ressources du gouvernement sont déjà poussées à leur paroxysme. Ainsi, la pression multinationale concoctée par l'UE et certains États membres ne fera qu'empirer la situation. Une telle approche draconienne, interventionniste dans un

contexte de conflit ne permet pas d'influencer le comportement des gouvernements et, dans la plupart des cas, aggrave la situation de la population qu'elle est censée aider.

C'est pourquoi, en tant que citoyens concernés et résidents en Europe, nous aimerions :

- Encourager une analyse et une compréhension approfondies des causes profondes du problème au Tigré et travailler en collaboration avec le gouvernement éthiopien pour apporter une solution durable.
- Nous appelons l'UE de s'assurer que ses décisions concernant ce problème complexe sont ancrées sur de solides preuves et une meilleure compréhension de la situation et à la lumière de leurs conséquences à long terme pour la région et l'Europe elle-même.
- Nous lançons aussi un appel en faveur d'une augmentation des ressources disponibles pour soutenir la réponse du gouvernement Ethiopien aux besoins humanitaires et à la reconstruction des infrastructures dans la région du Tigré.
- Nous exhortons les états membres à renoncer à dicter des orientations politiques élaborées à la hâte sur la base d'informations sélectionnées et conçues pour atteindre des objectifs à court terme.
- Exhorter en outre les États membres à soutenir le processus de démocratisation, notamment dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles, car ceux-ci conduiront à terme à une paix et une stabilité durable dans la Corne de l'Afrique, ce qui est également dans l'intérêt de l'UE.

Cordialement,

Zelalem Getahun, Coordinateur

Le groupe de pilotage de la Defend Ethiopia Task Force en Europe organisé en Belgique, République Tchèque, France, Allemagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, République tchèque et Royaume-Uni.

Courriel : ChairPerson@DefendEthiopia.com

Site web : DefendEthiopia.com